ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

contrats première embauche

Question au Gouvernement n° 2614

Texte de la question

CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, voilà plus de deux mois que le CPE bloque notre pays. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Voilà plus de deux mois qu'il dresse les Français contre votre gouvernement. Tout a été dit, avec force, sur les raisons de leur refus. Vous seul ne les entendez pas ; vous seul ignorez l'esprit de responsabilité des organisations syndicales et étudiantes. Toutes récusent la précarité du CPE *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire),* mais elles sont également conscientes de la nécessité de bouger, de rénover le parcours professionnel des jeunes. Toutes sont prêtes à négocier dès lors que vous ferez le geste de retirer le CPE. *(" Non ! Non ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Mais ce geste ne vient pas ! Où allez-vous ? Que voulez-vous ? Le CPE semble être devenu pour vous une affaire personnelle, pour démontrer que vous êtes capable de faire ployer l'échine à tout un peuple ! Je vous le dis avec gravité, monsieur le Premier ministre : votre obstination est lourde de périls. Vous jetez la jeunesse dans la rue. Vous l'exposez à la violence des casseurs et à la riposte des forces de l'ordre. Vous provoquez une grève nationale en plein marasme économique. Vous réveillez les feux mal éteints des banlieues. Non, monsieur le Premier ministre, on ne construit pas un destin personnel contre son propre peuple ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

Comme nous, je le crois, vous aimez la France. Comme nous, vous croyez qu'elle est capable des plus beaux sursauts lorsqu'elle est unie. Alors ne pensez plus qu'à elle, à son image, à son intérêt, à son unité. Oubliez votre orgueil, retirez le CPE, faites la paix avec les Français ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Une telle décision ne serait pas une défaite : ce serait donner sa chance à la négociation, ouvrir la voie à un compromis social, rassembler autour d'un projet partagé. On se grandit plus sûrement à convaincre qu'à vaincre, à entraîner qu'à contraindre. Monsieur le Premier ministre, la réponse est entre vos mains. Désormais, vous êtes le seul responsable ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. *(Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Il ne sert à rien de vous énerver !

M. Claude Bartolone. Que de mépris !

M. Christian Bataille. Il se moque du Parlement !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.* Monsieur le président Ayrault, de tous les gouvernements, celui de Dominique de Villepin n'a pas le monopole des manifestations. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jean Glavany. Continuez comme cela !

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Lorsqu'il y a des manifestations, la principale préoccupation est de tout mettre en oeuvre - et, pour les croyants, de prier -...

M. Jean Glavany. Où est le Premier ministre ?

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. ...pour qu'aucun incident grave...

Mme Chantal Robin-Rodrigo. La faute à qui ?
M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. ...n'arrive aux jeunes et à ceux qui manifestent dans leur droit le plus strict. *(Bruits continus sur les bancs du groupe socialiste.)*
Vous ne pouvez pas résumer un sujet qui a été traité dans la continuité de l'apprentissage et de la formation, des contrats de professionnalisation, du recrutement de 3 500 personnes dans les ANPE pour recevoir les jeunes et tenter de leur trouver, plutôt que des stages et des petits boulots, un emploi durable *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste)* à une affaire personnelle. Cela est très déplacé ! *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. Marcel Dehoux. Vous ne croyez pas ce que vous dites !
M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Le Premier ministre *(Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste)...*
Plusieurs députés du groupe socialiste. Où est-il ?
M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. ...a dit lui-même, la semaine dernière, qu'il y aurait débat sur les modalités de la rupture et sur la durée de la période de consolidation. Il souhaite, avec le Gouvernement, avancer dans le dialogue.
M. François Hollande. Alors qu'il parle !
M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Néanmoins, à un moment réel de crise, il faut beaucoup de respect mutuel *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste)...*
M. René Rouquet. La preuve !
M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. ...et même de supplément d'âme, car c'est de nos jeunes qu'il est question. *(Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
M. Claude Bartolone. Ce ne sont pas vraiment des applaudissements nourris !
M. Patrick Roy. Ce n'est qu'un début, continuons le combat !
M. le président. Monsieur Roy, vous réveillez tout le monde ! *(Sourires.)*

Données clés

Auteur : M. Jean-Marc Ayrault
Circonscription : Loire-Atlantique (3e circonscription) - Socialiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2614
Rubrique : Emploi
Ministère interrogé : emploi, cohésion sociale et logement
Ministère attributaire : emploi, cohésion sociale et logement

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 mars 2006
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 mars 2006